

Conférence sociale, austérité et tâches de la CGT

Le CEN de la Filpac CGT, réuni le 3 juillet 2014, constate que le mot « social » a été soigneusement effacé de la Conférence convoquée les 7 et 8 juillet. Le seul but de cette rencontre est d'habiller l'austérité d'un consensus entre Medef et syndicats de salariés. Pour bien en définir les termes, le Premier ministre a démultiplié son action :

- vote à marche forcée de la loi de finance rectificative le 1^{er} juillet, dont le deuxième volet – le Pacte dit de responsabilité frappant la Sécurité sociale – sera adopté dès le 8 juillet,
- retrait du décret Pénibilité, repoussé sine die,
- perspective immédiate de destruction des seuils sociaux,
- serment d'allégeance au patronat dans l'interview aux *Echos* du 2 juillet,
- stratégie d'accompagnement des destructions industrielles (ArjoWiggins, UPM, Stora Enso, Condat, Hersant Média etc.) et des licenciements massifs.

La seule porte d'entrée dans cette Grande Conférence n'est pas la question sociale, mais la base du programme commun à la CFDT et au Medef, à savoir la négation de la crise du système capitaliste. La thèse de l'accord de juin 2011 CFDT-CFTC-CGC Medef-CGPME-UPA se résume ainsi :

« Malgré l'efficienc e du marché et de ses entrepreneurs, c'est le déficit de compétitivité, le coût du Travail et de la protection sociale qui sont cause des problèmes rencontrés. Et si le chômage existe, la faute en revient au Code du Travail, au manque de formation des chômeurs et leur faible disponibilité à prendre les emplois. »

En conséquence, alléger les cotisations des entrepreneurs, baisser les salaires et la protection sociale sont les mesures « sans autre alternative » que le gouvernement demande aux syndicats d'avaliser les 7 et 8 juillet.

Le CEN de la Filpac CGT appelle à déjouer le piège de la Conférence des 7 et 8 juillet en n'y allant pas, à clarifier les objectifs revendicatifs contre l'austérité, à préparer les mobilisations qui s'imposent et à intensifier la mobilisation contre une extrême droite qui se nourrit de cette austérité.

Le CEN de la Filpac CGT constate que son analyse est partagée dans la CGT.

- 1. Si un doute subsiste, alors il doit être levé par une consultation démocratique des organisations de toute la CGT,** sur l'analyse de la fonction de la Conférence sociale et sur la présence de la Confédération.

Une telle consultation est encore possible, et absolument nécessaire.

Si la démocratie syndicale doit s'appliquer alors il deviendra clair pour l'exécutif confédéral qu'il n'a d'autre mandat que celui de refuser de participer au consensus national pour l'austérité.

- 2. Y aller pour dénoncer les termes de cette Conférence truquée et ficelée par avance, ou ne pas y aller tout en la dénonçant, telles sont les deux seules positions conformes au mandat très majoritaire qui s'exprime à l'intérieur de la CGT.**

Quelle raison conduit à défendre la présence de la CGT à tout prix à cette Conférence ? Une autre position que celle du CEN de la Filpac CGT : celle qui consiste à adopter la thèse du déficit de compétitivité comme cause de la crise actuelle, donc de considérer la politique d'austérité comme la seule possible, moyennant l'obtention de quelques contreparties.

Si une telle position existe dans la CGT, alors elle doit être défendue comme telle par ceux qui la prône. Inutile de poursuivre le mortel jeu de cache-cache actuel.

L'expression d'un débat contradictoire aura un effet de clarification salvatrice, de renforcement de l'unité de la CGT et d'assainissement immédiat d'une atmosphère viciée. Encore faut-il que les tenants d'une telle orientation l'assument dans notre confédération.

L'après Conférence sociale sera suivie d'une politique d'austérité qu'il faudra combattre avec d'autant plus d'énergie que cette orientation sera partagée par le plus grand nombre. Une telle mobilisation contre l'austérité et l'extrême droite qui s'en nourrit suppose un débat vigoureux qui dopera les énergies collectives de notre confédération.